

PROLOGUE

CRISE DE LA CONSCIENCE RÉPUBLICAINE

« Quelle force revêt encore l'autorité à l'heure
du triomphe de toutes les formes de minorités »

Ivan KRASSTEV

LA transformation du monde s'accélère sous nos yeux éberlués. La complexité croissante de la société s'accompagne d'une atomisation des curiosités. Résultat sans aucun doute de l'individualisme triomphant de nos sociétés démocratiques. Individualisme qui acte de fait la fin des hiérarchies traditionnelles et de leur poids dans l'encadrement des individus (familles, églises, partis politiques et idéologies notamment).

En fait nous vivons une véritable crise de la conscience républicaine (selon l'expression de Jacques Juliard) qui n'est que la conséquence de toutes les crises actuelles et que nous essayons, dans les lignes et pages suivantes, de détailler et d'analyser. Conscience républicaine mise à mal quotidiennement, par exemple par les zones de non-droit tolérées dans ce pays. Mais aussi par les puritains militants qui veulent assainir le corps social en détruisant statues et noms historiques, qui ne sont pourtant que les intermédiaires symboliques de notre culture, de notre passé, de notre histoire, si longue et surtout imparfaite. Comme s'il suffisait d'abattre quelques statues ou quelques figures historiques pour refaire et réécrire le passé. L'idéologie et le fanatisme ne peuvent abolir la vérité,

encore moins la vérité historique. Car la vérité, comme l'histoire, sont de vieilles choses qui ont eu besoin de beaucoup de temps, de patience, de travail, de labeur, d'intelligence et de raison pour se construire elles-mêmes : voilà pourquoi les idéologues de tout poil veulent les jeter aux poubelles car patience, travail, labeur et raison sont de vieilles lunes passées de mode ou décrétoées bourgeoises. Le progressisme moderne veut une vérité nouvelle et une histoire épurée selon ses critères, pour accompagner la religion du progrès tel que les indignés et idéologues modernes le comprennent. C'est pour cela que certains justifient, légitiment, excusent, disculpent, couvrent, défendent, innocentent ce qui par ailleurs pourrait sembler inexcusable. Oubliant l'avertissement de Nietzsche : « nul ne ment autant qu'un homme indigné ». Et face à toutes ces post-vérités, à ce politiquement correct envahissant, à ce qu'Orwell nommait la décence ordinaire, nous n'osons rien dire, paralysés par la crainte de ce politiquement correct nourri au lait de la *french theory* sur les campus américains et qui contamine dorénavant nos propres universités. Comme toujours Régis Debray exprime au mieux les inquiétudes de ses concitoyens lorsqu'il écrit :

« la nation se disloque. Plus de peuple mais des populations c'est-à-dire des communautés, c'est-à-dire des clientèles¹ ».

La crise de la "covid 19" n'a fait qu'accentuer le bourgeoissement de multiples phobies, et accélérer la désorientation de nos concitoyens déjà minés par la montée du chômage pour tous, la remise en cause récurrente de l'État par des minorités agressives, la perte ou du moins la mise en cause de leur substrat culturel, les multiples ruptures sociétales et technologiques en cours, etc. Aujourd'hui, tout le monde parle du « monde d'après confinement ». Comme si c'était aussi simple qu'il peut sembler. Qui peut croire que nous pourrions renoncer à tous les jouets de la vie moderne : *smartphones*, réseaux sociaux, cafés, restaurants, avions, tourisme et autres agréments de notre individualisme et de notre soif de bouger, de nouveauté, de neuf. Changer supposerait en premier

1 *Civilisation. Comment nous sommes devenus américains*. Gallimard, 2017.

lieu la conception et mise en œuvre d'une nouvelle vision de la société, de tenir à distance les illusions, et surtout de ne pas penser le futur avec les idées d'avant. La réalité, si elle fait appel à la réflexion, peut seule permettre de surmonter les illusions des affects. Pour nous limiter à la France, il est plus que temps d'appréhender les implications de la mondialisation et surtout de la construction européenne. Ce que nous essayons d'expliquer, et parfois de justifier, dans les pages suivantes.

Avec un premier doute: doit-on parler de défi (qu'il soit civilisationnel, existentiel ou intellectuel) ou de crise? J'ai choisi de parler de défi car je vois dans ce mot un double sens: celui de danger mais aussi celui d'opportunité de changement. C'est sans doute le résultat de mon tropisme "mondialiste" (pour un chinois tout danger, et donc toute crise, est avant tout source d'évolution et de changement). Mon espoir est donc de réfléchir, avec le lecteur, à la possibilité de rebâtir un mode de pensée éloigné des risques et dangers énumérés. Long et laborieux chemin devant nous. Utopique et prétentieux certes. Mais on ne peut se résigner à assister à une telle remise en cause de nos modes de vie et de penser, sans se sentir obligé de réfléchir aux conséquences et moyens de remédier à certains défauts entrevus, avant que ceux-ci ne deviennent inéluctables. En bref réfléchir sans a priori, à une nouvelle grammaire des développements en cours au bénéfice réel de l'homme dans son entièreté.

Malgré la mondialisation triomphante, l'objectif d'une humanité homogène est toujours plus lointain, laissant de nombreux défis en jachère. Parmi des défis restant à relever, choisissons en trois emblématiques de notre époque :

- **défi civilisationnel**, le nous solidaire plutôt que la course individualiste et consumériste, mais aussi les crises de la raison face à l'émotion, du doute né de l'I.A. et enfin de la violence qui monte dans nos sociétés (certains parlent même de l'ensauvagement de la société).

- **défi intellectuel** pour comprendre la complexité du réel et donc l'accepter et l'intégrer avec les risques qui planent sur la liberté. Ce qui nous amène à poser la question des revendications qui montent et qui se rattachent directement ou indirectement aux questions de l'identité, des communautarismes, et de la subversion intellectuelle.
- **défi existentiel** enfin, pour éliminer les aliénations du quotidien et de l'immédiateté compulsive, et se concentrer sur le sens de la vie et l'intériorité de chacun, point de départ de la nécessaire lenteur de la réflexion. Ce qui conduit pêle-mêle à aborder des sujets aussi divers que : l'avenir face à l'immédiateté, le dilemme écologique à résoudre, le nihilisme renaissant dans nos sociétés et autres thèses d'actualité.

UN TOBOGGAN EN FORME D'ÉPILOGUE

Comme cela apparaît clairement dans les pages précédentes, tout est politique, au sens large et noble du terme. Or les premiers lecteurs (correcteurs essentiellement) ont reproché au texte de ne pas apporter de solutions. C'est vrai parce qu'il est difficile de proposer des solutions politiques, d'une part sans entrer dans le jeu de la politique politicienne, d'autre part parce qu'il n'existe aucune solution univoque à un problème politique quel qu'il soit. Enfin et surtout parce que, n'étant pas politique et ne désirant nullement le devenir, nous pensons que le combat devant nous est essentiellement intellectuel.

Essayons cependant cet exercice d'équilibriste. Quelques pistes donc :

- Rétablir le débat en cette période d'hyper-centrisme est aléatoire. C'est pourtant la condition pour le citoyen de se situer par rapport aux idées (y compris ses propres idées et convictions) et de forger ses repères.

En outre le débat entre parties (et partis) adverses est inhérent à la démocratie et évite les confrontations dans la rue. Le lieu privilégié pour ces joutes est le Parlement, à condition que celui-ci cesse d'être une simple chambre d'enregistrement.

- Il faudrait aussi reconstruire la légitimité de toutes les autorités, celle des politiques certes, mais aussi celle de ces multiples experts trop souvent englués entre des explications incomprises,

souvent incompréhensibles, le plus souvent encore contradictoires, et leurs conseils hors-sol aux conséquences parfois très graves. Surtout rétablir la légitimité du débat intellectuel, dès lors que ces débats restent en dehors des joutes politiciennes (malheureusement n'est pas A. Camus ou R. Aron qui veut). Mais comme pour la confiance, cette légitimité se construit et se mérite si l'autorité en cause démontre qu'elle est essentiellement mue par la seule ambition de l'excellence. Il n'existe aucune potion magique. Par contre ce qui est possible, c'est d'éradiquer la peur du conflit, pour les politiques la peur de décider, c'est-à-dire de prendre des décisions difficiles y compris à l'encontre de l'opinion. C'est le retour de la démocratie vs la doxocratie. C'est en ce sens que je recommandais plus avant¹³ de retrouver le « *sapere aude* » des Lumières recommandant d'oser penser par soi-même c'est-à-dire librement.

- Le problème ce ne sont pas les nouvelles technologies, mais de savoir comment éviter d'être dominés par elles. Il faudrait donc, par un enseignement de qualité retrouvée (car l'école est d'abord un lieu où apprendre), préparer nos enfants aux emplois de demain et à la cohabitation intelligente avec les nouvelles technologies. Et reprendre les joutes intellectuelles, sans parti pris politicien, pour faire naître de nouvelles idées et recréer un dessein d'avenir, c'est-à-dire un horizon d'attente indiquant les chemins à suivre.
- Enfin, insistons sur ce point : il faut accepter l'incertitude et l'imprévisible. C'est l'incertitude sur laquelle se sont développés, au gré des intuitions des uns ou des autres, la vie, l'évolution (comme démontré par Darwin), la culture, les systèmes politiques, parfois les découvertes scientifiques, etc. Nos vies sont façonnées par l'imprévisible, par lequel des événements inattendus, et par nature toujours surprenants, peuvent jouer un rôle décisif. L'inattendu, l'imprévisible, parfois le hasard, sont une preuve

13 LIBERTÉ ET PENSÉE SUBVERSIVE, p. 39.

supplémentaire que la liberté suppose aussi d'accepter l'imprévu. Tout en se remémorant cette phrase de Jorge Santayana Borrás¹⁴ « un homme est moralement libre quand [...] il juge le monde et les autres hommes avec une sincérité absolue ». Mais la sincérité est une discipline ardue qui, comme l'esprit critique, s'apprend et se cultive.

Ces quelques pistes ne sont, malgré tout, que des fadaïses. Car le vrai problème, le véritable danger c'est l'individualisme qui menace nos démocraties et submerge inexorablement nos idées, nos comportements, c'est-à-dire la citoyenneté démocratique. Individualisme qui pousse chacun à se réfugier dans un communautarisme capable de fédérer les individus. Forme d'essentialisme consternant dans nos démocraties menacées par la multiplicité et l'agressivité de ces communautarismes. Il semble incroyable que plus de 30 % des citoyens d'une vieille démocratie comme la démocratie française, poussés par un désir de toujours plus d'ordre et de protection, souhaitent un autre système y compris technocratique ou militaire. Difficile à comprendre mais c'est la réalité d'aujourd'hui. Ce qui est antinomique avec la liberté individuelle exigée. Mais la réalité est là, incarnée par le management sanitaire et autoritaire actuel, et plus encore par les multiples agressions portées au nom du puritanisme des nouvelles ligues de tempérance et telles que moins d'avions, de gras, de sucre, de voitures, de vitesse sur la route, etc. Forme de réglementation de la vie intime de chacun de plus en plus généralisée et tolérée; surtout, forme d'encasernement des corps et des esprits de mieux en mieux acceptée. Acceptation plus ou moins tacite qui cache le fait que la liberté n'est jamais un acquis, mais toujours un défi et un risque dès lors que la vie reprend ses droits. Qui cache aussi le fait qu'aucun état ne peut vivre sans un commun choisi qui serve de ciment indispensable pour maintenir debout une communauté démocratique et en accepter les risques et les aléas.

14 Plus connu sous le nom de George Santayana,

Mais impossible de clore ces quelques pages sans une réflexion d'actualité, rendue nécessaire par le dernier attentat en France, la décapitation de Samuel Paty le 21 octobre dernier. Je me suis inspiré de l'excellent titre d'une chronique de F.O. Giesberg pour intituler cette réflexion en forme d'épilogue.

Il n'est en effet pas possible de parler des *Pathologies de la Modernité*, sans se référer aux maux actuels de la société française, que ni les accents martiaux du Président, ni les formules guerrières et creuses ne suffisent à effacer. Les multiples incantations actuelles ne peuvent abolir des années de renoncement devant des islamistes qui ont fait de la France une terre de conquête en attendant de conquérir l'Europe tout entière. Il n'y a malheureusement pas de « cesser le feu des regrets ». Le nom d'*Al Andalus* pris par une Association de Saint-Denis, entre beaucoup d'autres, est significatif à cet égard.

Ne parlons pas des mesures politiques, et le plus souvent simplement politiciennes, prônées par les divers partis. Examinons simplement l'objet de notre réflexion : le toboggan illustré par l'accélération de la perte de confiance en eux des Français, les renoncements quotidiens qui en résultent et minent leur quotidien, ou la repentance sous les coups de boutoir de telle ou telle minorité agressive et active sur les réseaux sociaux ou dans la rue. Qu'Edwy Plenel, après la dernière "décapitation", se permette encore de simplement mettre en garde contre les "amalgames", semble pour le moins irréaliste : la stratégie des islamistes, et des idiots utiles qui sont leurs supplétifs, est de tuer l'esprit par la peur et parfois la mort. C'est dans ce contexte qu'il faut resituer l'action des indigénistes, communautaristes divers, essentialistes et intellectuels naïfs à leur botte : une stratégie de culpabilisation, la lâcheté déguisée en bonne conscience, l'attendrissement intellectuel, l'autocensure, tout ceci est à la fois comique mais surtout tragique. Prenons l'exemple du mantra actuel le plus usuel, celui de la laïcité présentée principalement comme neutralité, et non

comme la paix entre les religions ; une forme de simple armistice donc. Même pour celui qui connaît la phrase de Jaurès « il n'y a que le néant qui soit neutre ». il est clair que la neutralité, dans ce cas spécifique, est impossible : neutralité de l'État certes face aux diverses religions, mais impossible (on devrait dire interdite) face aux attaques sociétales qui visent à amoindrir une identité et surtout une culture par une politique à long terme et systématique des petits pas : le caritatif en étendard, c'est notamment l'entrisme syndical, associatif et municipal, et la guerre à basse intensité à partir du moindre incident, en s'appuyant sur les supplétifs usuels : tout concourt à l'affaiblissement intellectuel et culturel de la zone (ou du pays) visée, en prohibant, bon gré mal gré, d'utiliser son esprit critique, sa capacité de jugement, son bon sens, Sloterdijk dirait son humour même. La République reste la plupart du temps un concept abstrait ; et une alliance problématique avec une Liberté toujours en butte au gouvernement de l'opinion (la doxocratie déjà stigmatisée) et aux débats et conflits. En proposant un horizon d'émancipation, la notion de République choque ceux pour qui prime la croyance. La *charia* pour les intégristes. En proposant l'esprit critique, l'idée républicaine heurte ceux qui craignent de voir leurs certitudes remises en cause.

Un évènement considérable vient pourtant de mettre à terre le toboggan sur lequel nous glissions irrémédiablement depuis des années : le dernier attentat fait que la société dans son immense majorité a pris conscience que trop c'est trop et qu'il convient de stopper la glissade, qu'il faut prendre des mesures concrètes certes et cesser de baisser la garde et les yeux. Mais qu'il faut surtout redonner du sens aux notions de culture, langue, mémoire, histoire, et même Nation. Pour cela tout le monde sera mis à contribution : les citoyens et électeurs, mais aussi nos partenaires usuels en Europe et dans les pays arabes amis et alliés.

L'objectif est bien entendu de rendre ses anticorps au pays des Lumières pour qu'il soit à même de penser la barbarie renaissante,

trouver les ressources intellectuelles pour sortir des incertitudes actuelles et faire naître les critères et références d'un futur Commun propre à chaque pays dans un premier temps, à l'Europe dans un second temps.